Mouvement des Entreprises de France

« Une fois les mesures sanitaires levées, l'économie peut repartir assez vite »

Publié le 1 février 2021

Dans une interview donnée au Point, Geoffroy Roux de Bézieux plaide pour un « meilleur équilibre entre l'économie et le sanitaire ».

Pour Geoffroy Roux de Bézieux, le gouvernement « *en conciliant exigences sanitaires et économiques, a tiré les leçons des premiers confinements. La fermeture des commerces de plus de 20 000 mètres carrés n'est pas l'idéal, mais si cela peut permettre d'éviter un reconfinement plus dur et dangereux pour l'économie. Nous devons essayer cette mesure et soutenir les secteurs fermés.* ».

« *Le mot confinement*, ajoute t il, *recouvre en fait plein de réalités différentes. Les dégâts médicaux, sociaux et psychologiques sont énormes. Il coûte aussi très cher sur le plan économique.* »

Quant au risque de non acceptation des restrictions et de rébellion, Geoffroy Roux de Bézieux reconnaît qu'il y a « *incontestablement une usure. Les mesures de restrictions sont moins suivies par les Français mais il faut les respecter si l'on veut qu'elles produisent des effets et nous permettent d'éviter un reconfinement. Les salariés sont aussi fatigués psychologiquement d'être en télétravail. (...) Pour prendre leurs décisions, le gouvernement et les autorités de santé doivent tenir compte de la quantité de jours de confinement que la population est prête à supporter jusqu'à la fin de l'épidémie.* »

« *Je comprends qu'il va falloir apprendre à vivre avec une forme de pandémie*,souligne Geoffroy Roux de Bézieux, *on espère tous qu'elle sera beaucoup plus faible que ce qu'on connaît aujourd'hui, mais elle pourrait durer. On a beaucoup parlé du « monde d'après », il paraît nécessaire de commencer à réfléchir au « monde d'avec » (...) À nos entreprises adhérentes, on fait passer le message qu'il ne faut pas croire que tout repartira d'un coup. C'est pour cela que nous sommes favorables à un carnet vaccinal - et non un passeport - exigible, par exemple, par les organisateurs d'événements professionnels.*»

Quant au risque d'une multiplication des faillites cette année, pour le président du Medef, « *cela dépendra de la longueur des périodes de confinement. Si on parvient à lever les restrictions sanitaires à l'été, on devrait éviter une explosion des faillites, parce que l'État a mis énormément d'argent sur la table pour soutenir les entreprises. Le niveau de faillites reviendra mécaniquement à son niveau de 2019 après la baisse artificielle de 2020, mais il ne devrait pas y avoir d'effet couperet (...) Je continue de penser qu'une fois les mesures de restrictions sanitaires levées, l'économie peut repartir assez vite.* »

En revanche,reconnaît Geoffroy Roux de Bézieux « *il faut continuer le « quoi qu'il en coûte » pour les secteurs arrêtés ou quasi arrêtés.* »

Il estime également « *qu'Il faudra compléter le plan de relance. Quand ? À hauteur de combien, et comment ? C'est trop tôt pour le dire. Tous les secteurs qui auront été arrêtés auront besoin d'un coup de boost de l'État, mais cela ne pourra intervenir que lorsqu'ils pourront rouvrir.* »

Également invité à se prononcer sur le blocage par Bruno Le Maire du rachat de Carrefour par le canadien Couche-Tard, Geoffroy Roux de Bézieux estime « *qu'il n'est pas illégitime que l'État français se préoccupe du sort du premier distributeur et premier employeur privé de France. C'est un symbole. Mais on peut d'abord regretter qu'il*

n'ait pas donné sa chance au projet puisqu'il a opposé son refus avant même que le projet ait pu être présenté. Cela donne le signal que les offres des investisseurs étrangers, même amicales, sont rejetées a priori et pas a posteriori. Ce n'est pas le bon signal à donner. »

Quant à la réforme de l'assurance chômage, Geoffroy Roux de Bézieux considère que « *nous avons bâti un système d'indemnisation du chômage un peu absurde où, dans certains cas, travailler rapporte moins que ne pas travailler. Il faut donc maintenir la réforme du salaire journalier de référence permettant de calculer le montant de l'allocation, en l'assortissant, si nécessaire, d'un plancher minimum.* » Mais pour lui, il est nécessaire que les partenaires sociaux gardent la main « *parce que l'assurance-chômage est financée par les cotisations sociales.* »

Revenant sur la question du télétravail, Geoffroy Roux de Bézieux reconnaît que « *tout le monde s'est rendu compte que le télétravail était une chance parce qu'il permet d'économiser du temps de transport et mieux gérer l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Mais il estime que c'est aussi un risque individuel d'isolement et un risque pour le collectif.* »

Quant à la dette publique accumulée, pour Geoffroy Roux de Bézieux une chose est sure, « *c'est qu'il faudra la rembourser. La crédibilité de la France en Europe est en jeu. La question du niveau de la dette est importante, mais tout dépendra du niveau de croissance. La vraie question, c'est le potentiel de croissance après le Covid. Avec 2 %, ce n'est pas du tout la même chose qu'en période de stagnation. Il va falloir créer les conditions de la croissance, mais si le poids des impôts continue à augmenter, on aura un problème* ».

À la question de savoir comment réduire les inégalités, Geoffroy Roux de Bézieux répond qu'il faut avant tout « *travailler sur l'égalité des chances. Au Medef, nous sommes extrêmement préoccupés par les performances de l'Éducation nationale : il y a plus de professeurs que dans d'autres pays, mais ils sont beaucoup moins bien payés et les résultats ne sont pas suffisamment au rendez-vous.* »

>> Lire l'interview sur le site du Point